

Arrestation des Islamistes

A qui profite le chaos?

Trois semaines après l'arrestation d'un groupe de sept personnes soupçonnées d'appartenir à "une organisation terroriste", la police a procédé, lundi dernier en début d'après-midi, à de nouvelles interpellations dans les milieux islamistes. On parle officiellement d'une phase nouvelle du "démantèlement d'une structure dangereuse" dans le pays. L'opinion publique, lasse de la thèse du complot permanent, a du mal à suivre la police dans ses affirmations.

Cette nouvelle 'affaire' des Islamistes a commencé au début du mois d'avril courant par l'arrestation, à Nouadhibou, de personnes accusées d'avoir suivi un entraînement militaire chez le GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le combat), un groupe islamiste algérien qui prône le Jihad et qui continue de livrer la guerre au gouvernement algérien. D'autres personnes furent arrêtées au même moment à Nouakchott et dans

le reste du pays. Au départ, l'affaire fut déclenchée par la gendarmerie qui sera rapidement dessaisie du dossier au profit de la police, toujours très en vue auprès du système. Sur les circonstances de l'arrestation de ce groupe et l'identité de ses membres, on ne dispose pas d'informations précises. Selon le porte-parole du gouvernement, ce groupe a été intercepté à la frontière. Mais ça ne semble pas être le cas, au moins pour la seule personne plus ou moins bien connue du groupe: El Khadim Ould Bechir Ould Semane. Ce jeune homme a été arrêté en 2003 lors de la grande rafle qui avait visé le milieu islamiste. Il s'est rendu célèbre par le fait d'avoir réussi à se faire la belle, probablement en escaladant le mur de la prison de Béila. De l'avis de ses parents, il était rentré du Maroc en famille un mois seulement avant son arrestation à Nouakchott, et ils affirment qu'il n'a jamais fait l'Algérie. Pourtant, selon une déclaration de la police publiée le 26 avril et datée du 25 du même mois, ce jeune homme fait partie d'un groupe d'une vingtaine d'éléments qui étaient envoyés "en formation militaire auprès du GSPC et dont le premier contingent de sept éléments est revenu au pays". La déclaration de la police n'offre pas d'informations sur les intentions de ce grou-

pe. Par contre, le ministre de la Communication et de l'Information a déclaré, quant à lui, lors de son point de presse hebdomadaire, que le groupe arrêté envisageait de commettre des actions terroristes en Mauritanie. Jusque-là, la version de la police paraissait "supportable" pour l'opinion tant qu'elle n'impliquait que des jeunes peu connus et qui pourraient, par les temps qui courent, être capables de s'embarquer dans n'importe quelle aventure, fut-elle violente. Mais depuis lundi, 25 avril, l'affaire a pris une autre tournure: la police a procédé à l'arrestation de seize personnes (voir la liste) dont au moins deux figures de proue du mouvement islamiste mauritanien: Cheikh Mohamed El Hacem Ould Dedew et Moktar Ould Mohamed Moussa. Deux autres cadres dirigeants du mouvement, Mohamed Jamil Ould Mansour et Khattry Ould Hamed, sont activement recherchés. Ces personnalités, respectées dans l'opinion, sont présentées par la police comme étant les chefs de cette organisation terroriste. Une version en tout cas difficile à faire accepter chez un public encore attaché à l'Islam et à tout ce qui peut en être un symbole.

Suite en page 3

A qui profite le chaos?

Suite de la Une

La cinquième colonne

Ce n'est pas la première fois que les islamistes se trouvent dans la ligne de mire du pouvoir de Ould Taya. Déjà en 1994, à l'époque où le gouvernement donnait l'impression d'œuvrer à mort pour l'accréditation de son image de pays menacé par le "pénil islamiste", il y a eu l'arrestation de plus de trente personnes accusées d'avoir l'intention de faire des actes terroristes. Les aveux de certains d'entre eux sont diffusés à la Radio et à la Télévision. On se souvient encore des aveux de Mohamed Sidiya Ould Boukhari, alias Newewy (le nucléaire) qui allait transformer le pays à feu et à sang et qui, physiquement et moralement, paraissait très faible et même incapable de tuer une mouche.

Sans réussir complètement à convaincre, le pouvoir a tout de même discrédité ce mouvement – au moins momentanément – aux yeux d'une grande partie de l'opinion. On a cru alors à une frappe "préventive", concept très à la mode et à la clôture de ce dossier. Ce ne fut pas le cas. En 2003 et à la surprise générale, un coup de filet est opéré dans le milieu islamiste, accusé cette fois-ci d'être en connivence avec le terrorisme international et d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure du pays. Des personnalités connues, des Imams et des cadres du mouvement sont jetés en prison. Après quelques mois de détention et sous la pression de l'opinion, largement mobilisée pour la cause de Ould Dedew et ses amis, le régime se voit obligé de faire marche arrière. Il a décidé d'accorder à ce groupe une liberté provisoire qu'il n'avait pas demandée qui

fut synonyme de victoire politique pour le mouvement. Le régime donne effectivement l'impression de chercher, à travers l'arrestation des Islamistes, un objectif autre que leur affaiblissement. C'est d'autant plus vrai que le mouvement est sorti plus fort après l'épisode de la prison qui lui a permis de se reconstituer et surtout d'avoir un seul chef reconnu par tous ces segments: Cheikh Mohamed El Hacem Ould Dedew. Certains observateurs vont même jusqu'à dire que le pouvoir cherche tout simplement à s'offrir les grâces des USA en se montrant intransigeant à l'égard de ce groupe. Malgré le constat d'échec de la politique du gouvernement dans ce dossier, il procède de nouveau, à deux reprises, à l'arrestation des chefs islamistes et à leur libération. Aujourd'hui, on ne sait pas s'ils iront jusqu'au procès, même si aucun élément nouveau ne permet de dire que le pouvoir a changé d'attitude par rapport à ce dossier pour lui réserver un traitement autre que celui auquel il nous a habitués.

La coupe des services spéciaux

L'idée la plus répandue est que cette nouvelle affaire des Islamistes n'est qu'un montage monstrueux des services de renseignements qui prennent ce pays en otage à travers la thèse du complot permanent qui fait de tous les habitants de la Mauritanie des comploteurs. Il est tout à fait possible, dit-on, que des mauritaniens soient adeptes du Jihad et de l'action violente, mais tout laisse à penser que la police cherche à impliquer beaucoup plus de gens dans cette affaire pour alourdir l'atmosphère politique afin de rester toujours utile. A ce propos,

on cite les mouvements de la police lors du retour du président de son dernier voyage en France. Ils auraient accrédité l'idée d'une éventuelle attaque de l'avion présidentiel par des missiles à partir du quartier du Carrefour. Pour cela, la police a investi la zone et a planté des hommes armés sur les toits des maisons. Finalement, il n'y a eu aucune attaque contre l'avion présidentiel, mais après coup, il y avait lieu de se demander quand même ce que pouvait faire la police contre un missile et, surtout, pourquoi n'a-t-on pas fait appel à l'armée, à la gendarmerie ou à la garde... plus aptes à faire face à ce genre de menaces.

Certains observateurs voient en cela une volonté manifeste de la police de gêner le climat social plus ou moins apaisé après l'épilogue du procès du putsch manqué et n'hésitent à l'accabler et à appeler à la démission très à la mode (comme ce fut le cas au Liban après la mort de Hariri et aux USA après la guerre d'Irak) des chefs des services de renseignements qui continuent d'agir comme si on n'était pas dans une démocratie qui reconnaît des droits fondamentaux aux citoyens. Cela à lui seul est présenté comme une solution radicale à tous nos problèmes et, surtout, à celui de l'intégrisme. En effet, à force de réprimer ce groupe, on court le risque majeur de le radicaliser davantage et, peut être même, de se trouver un jour, comme ce fut le cas en Algérie après l'arrestation des dirigeants du Front islamique de salut (FIS), face à un mouvement éclaté en tendances éparses et violentes. Cela est d'autant plus à propos que les principales figures de l'islamisme mauritanien continuent de prôner la modération et le dialogue. Même après le coup de filet opéré par la police, un communiqué publié le 27 avril et signé "les Islamistes" précise que les provocations et autres vexations ne les pousseront pas à sortir de la légalité et surtout à entreprendre la voie de la violence. Y-a-t-il quelqu'un pour les écouter... et les prendre au mot?

Liste des personnes déjà arrêtées

Cheikh Mohamed Elhacen Ould Dedew,
El Moctar Ould Mohamed Moussa
Habib Ould Hemdeit
Cheikhany Ould Beiba
El Hacem Ould Habiboullah,
Imam
Abdallahi Ould Sidiya
Mohamed Sidiya Ould Boukhari,
alias Elnawa'awi
Mohamed Fall, BCM
Sidi Mohamed Ould Seyidi

Mohamed Lemine Ould Moustapha, Imam
Abdellahi Ould Aminou, Imam
Bounena Ould Mohamed Salem Ould Boyah
Mohamed Ahmed Ould Elhaj Sidi, Avocat
Ahmed Ould El Kory
Taleb Khyar Ould Amar Sidi, prof
Ahmed Fall Ould Sid' Ahmed

MOUSSA OULD HAMED